



NOTE ÉCONOMIQUE N°2

GROUPE DE TRAVAIL ÉCONOMIE DE L'UNION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cette note a été réalisée par le Groupe de Travail Économie de l'UCL, visant à synthétiser les données essentielles sur la situation économique que nous traversons avec la crise du coronavirus. Elle est aussi sourcée et factuelle que possible, et vise à mettre en lien les principales données sur la conjoncture économique avec des analyses politiques et sociales plus générales. Elle a néanmoins été réalisée par des militants qui ne sont pas des professionnels de l'économie. n'hésitez pas à signaler toute erreur au groupe de travail.

État de la production et de l'emploi

Dans sa note de conjoncture du 9 avril, l'Insee confirme une perte d'activité en France d'environ un tiers du PIB (-36 %). Les branches marchandes représentant 78 % du PIB sont les plus impactées, avec une perte de 42 % de leurs activités. L'activité industrielle baisse de 44 % et la consommation des ménages chute de plus d'un tiers.¹

Au niveau mondial; quatre salarié.es sur cinq vont voir leur lieu de travail affecté par une fermeture totale ou partielle. Aux USA, en trois semaines, c'est plus de 16 millions de travailleurs.es qui ont rempli une demande d'allocations et selon certains analystes cela pourrait représenter seulement la moitié des licenciements.² Au Canada, c'est 2,13 millions d'inscrits dans les deux dernières semaines. En Grande-Bretagne, le nombre s'élève à pratiquement 1 million. Les conséquences pour les travailleurs.es de France, c'est le chômage partiel : samedi 11 avril, 700 000 entreprises l'avaient demandé, ce qui impacte 8 millions de salariés.es. Les domaines concernés sont essentiellement l'industrie, la construction et le commerce non-alimentaire. C'est un chiffre record puisque cela représente 1 salarié.e du secteur privé sur 3.³ Dans le monde, 25 millions de personnes risquent de perdre leur emploi, ce qui vient augmenter le nombre de privé.es d'emplois qui comptait déjà 190 millions de personnes. Pour une semaine de travail de 48h, c'est 195 millions d'équivalents temps plein qui pourraient disparaître selon l'OIT, dont 125 millions en Asie, 24 en Amérique et 20 en Europe. En Afrique l'Union Africaine annonce 20 millions d'emplois supprimés sur le continent.⁴

Face à cela, la réponse des capitalistes est de pousser à la reprise pour relancer l'économie ou limiter la casse. On peut prendre l'exemple de l'automobile: depuis une semaine, de nombreuses

1 <https://www.lefigaro.fr/conjoncture/l-insee-confirme-ses-previsions-particulierement-sombres-pour-l-economie-francaise-20200409>

2 <https://www.rtl.be/info/magazine/science-nature/usa-5-millions-de-nouveaux-chomeurs-attendus-en-une-semaine-1210709.aspx>

3 https://lexpansion.lexpress.fr/actualite-economique/coronavirus-huit-millions-de-salaries-sont-au-chomage-partiel_2123543.html

4 <https://www.lefigaro.fr/social/coronavirus-1-25-milliard-de-travailleurs-courent-un-risque-de-licenciement-ou-de-reduction-de-salaire-selon-l-oit-20200407>

entreprises poussent à la reprise de la production. Des accords signés par des syndicats (CFDT, CGE-CGC, CFTC, FO) valident la reprise de l'activité à PSA (64 000 salarié en France). Les usines Renault (48 000 salarié.es en France) reprendront aussi la production avec des accords signés par les même syndicats. L'ensemble de la filière liée à l'automobile suit le mouvement, comme par exemple l'usine Bosch et ses 1400 salariés, ou encore Michelin, qui produisent aussi des pièces pour l'automobile. C'est tout un secteur non-essentiel qui se remet en route petit à petit en France mais aussi à l'étranger, où l'usine Dacia (propriété de Renault-Nissan-Mitsubishi) en Roumanie va reprendre la production.⁵⁶⁷

La tendance est générale: dans l'Hexagone, les chantiers de l'Atlantique vont aussi vers une reprise. 2700 salarié.es sont concernés. En Belgique, Fedustria, la fédération des entreprises du textile, du bois et de l'ameublement fait pression sur le gouvernement pour la réouverture des magasins de meubles, jardinage, bricolage ou encore de mode...⁸⁹

Dans l'agroalimentaire, peu touché par la baisse d'activité, certaines cartes sont redistribuées. La nourriture produite en France remplit les rayons "fruits et légumes" et la vente de produits issus de l'agriculture biologique augmente. Plusieurs explications à cela: premièrement, il y a un besoin de se rassurer en mangeant des produits perçus comme plus sains. Et deuxièmement, les restaurations collectives, qui ont peu investies dans le bio, sont fermées. Les personnes mangeant bio seulement à la maison le font maintenant à chaque repas puisqu'ils ne peuvent plus manger ailleurs. Deuxième conséquence, limitation des déplacements oblige, les commerces de proximité sont de plus en plus fréquentés. Les producteurs s'adaptent à la fermeture des marchés notamment via l'ouverture de points de vente à la ferme. L'épidémie engendrera-t-elle une tendance générale à la relocalisation de notre production agricole ? Il est encore trop tôt pour le dire.¹⁰

5 <https://www.lefigaro.fr/flash-eco/bosch-a-rodez-reprise-progressive-de-la-production-malgre-l-opposition-syndicale-20200408>

6 <https://www.caradisiac.com/psa-un-accord-avec-les-salaries-pour-la-reprise-de-la-production-182478.htm>

7 <https://www.auto-infos.fr/Il-etait-une-fois-l-heure-de-la,13797>

8 https://actu.fr/pays-de-la-loire/saint-nazaire_44184/coronavirus-accord-sur-lactivite-partielle-chantiers-latlantique-saint-nazaire_32844558.html

9 <https://www.lesoir.be/293758/article/2020-04-10/des-entreprises-mettent-la-pression-au-gouvernement-pour-une-reprise-de>

10 https://lentreprise.lexpress.fr/actualites/1/actualites/pourquoi-le-coronavirus-ne-nuit-pas-aux-produits-bio-bien-au-contraire_2123420.html

Situation de la sphère financière



Les marchés financiers continuent leur remontée. Certains commentateurs évoquent même une situation « quasi-euphorique »¹¹ à Wall Street après les spectaculaires mesures de relance annoncées par la Banque Fédérale Américaine (l'équivalent états-unien de la BCE). La Fed a en effet annoncé, jeudi 9 avril, pas moins de 2300 milliards de dollars (soit à peu près la production annuelle de la France...) injectés en soutien à l'économie.¹² Les entreprises américaines sont donc sensées être protégées contre une faillite due à la crise sanitaire. Il n'en fallait pas plus pour que les cours boursiers flambent et rattrapent une grande partie de leur chute de ces deux derniers mois, avec des rebonds spectaculaires qui battent parfois des records.

La Bourse de Paris, CAC 40 en tête, reprend quant à elle timidement des couleurs en regagnant quelques centaines de points de capitalisation.¹³ Étant donné l'interconnexion entre les marchés financiers, cette hausse est probablement due à l'amélioration de la situation des marchés américains et pourrait être renforcée par les perspectives d'accords internationaux sur la baisse de la production de pétrole. Cependant, les repoussements successifs de la date de sortie du confinement nuisent à la reprise.¹⁴

Néanmoins, il faut bien avoir en tête qu'une telle remontée n'a rien d'anormal au cours d'une crise : les crises financières majeures s'étalent sur de longs mois, avec des fluctuations importantes. Quand on croit être au fond du trou, un nouveau plancher est explosé, faisant suite à une petite remontée qui ne compense pas la chute précédente.¹⁵ C'est ainsi que la crise de 1929 s'était déroulée. En d'autres termes, les crises financières ne consistent pas en une courbe de cotation qui plonge inexorablement jusqu'à la reprise économique. Il ne faut donc pas reprendre « espoir » au moindre frémissement des cours boursier en y voyant une possible sortie de crise.

L'indice de volatilité (*Volatility Index, ou VIX*), qui mesure le degré d'erratisme et de « nervosité » des marchés financiers¹⁶, reste par ailleurs à un niveau élevé malgré une progressive diminution ces trois dernières semaines.¹⁷

Étant donné la situation, un nombre croissant de spécialistes et d'acteurs des marchés financiers proposent une fermeture pure et simple de la Bourse pour une durée indéterminée (de quelques minutes à plusieurs semaines, selon les cas), au motif assez rationnel que les marchés ne mesurent pas de valeurs intéressantes dans les temps d'extrême volatilité.¹⁸ Cependant, de telles mesures n'arrivent pratiquement jamais et nécessitent de lourdes coordinations internationales.¹⁹ Peut-être que de telles mesures seront envisagées si une nouvelle chute des cours intervient, événement dont la probabilité est très fort.

11 <http://bourse.latribune.fr/webfg/articles/marches/wallstreet-la-fed-abolit-le-risque-les-indices-us-exultent--7424082.html>

12 <https://www.ouest-france.fr/monde/etats-unis/coronavirus-la-fed-annonce-2-300-milliards-de-dollars-de-nouveaux-prets-pour-l-economie-americaine-6804272>

13 <https://www.tradingsat.com/cac-40-FR0003500008/actualites/cac-40-la-bourse-de-paris-repasse-la-barre-des-4500-points-avant-un-week-end-de-quat-jours-908973.html>

14 <https://www.lesechos.fr/finance-marches/marches-financiers/petrole-russie-et-arabie-saoudite-sur-la-voie-dun-accord-pour-reduire-leur-production-1193827>

15 <https://www.tradingsat.com/actualites/marches/le-brusque-rebond-des-marches-ne-doit-pas-faire-croire-qu-une-rechute-n-est-plus-d-actualite-909003.html>

16 <https://www.lci.fr/high-tech/bourse-cac-40-qu-est-ce-que-le-vix-cet-indice-de-la-peur-qui-ne-connaît-pas-la-crise-2147922.html>

17 <https://www.abcbourse.com/cotation/VIXu>

18 <https://www.lejdd.fr/Economie/coronavirus-faut-il-fermer-les-bourses-3955737>

19 <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/faut-il-fermer-les-bourses-843188.html>

Éléments de base sur les marchés financiers

Les marchés financiers sont divisés en deux types de marchés distincts. Le **premier marché** (le marché dit "primaire") est celui où une entreprise peut lever des fonds pour financer de nouveaux projets. Ce capital, possédé par un nombre indéfini d'actionnaires, est censé porter ses fruits au terme du cycle de la marchandise : production-commercialisation-vente. Le dividende est alors versé chaque année aux actionnaires qui sont payés en fonction de la rentabilité du cycle de la marchandise produite/vendue. D'où l'intérêt des investisseurs pour les "nouvelles technologies" censées produire une valeur supérieure aux "vieilles technologies" épuisées par la concurrence entre capitalistes.

Le **second marché** (dit "secondaire") est celui où les actionnaires se vendent et s'achètent des actions et autres produits financiers entre eux dans l'espoir d'un gain spéculatif entre les prix d'achat et de vente. Ces transactions ne financent pas de nouveaux investissements. C'est pourquoi les cadeaux fiscaux au grand capital sont très peu efficaces pour relancer l'économie. Quand on parle de "la Bourse" ou des "cours boursiers", on ne prend en fait en compte que les échanges qui se déroulent sur les marchés secondaires, et qui représentent l'écrasante majorité des transactions financières.

Que la bourse monte ou baisse, ceux qui vendent ou achètent au bon moment peuvent enregistrer des surprofits considérables sur le dos de ceux qui font des pertes identiques. Notons au passage que les multinationales et leurs cadres dirigeants ont massivement racheté les actions de leurs propres entreprises quand elles étaient à leur plus bas niveau...

Même si 50% des Américains possèdent des actions, ce sont les "investisseurs institutionnels qui font la loi sur les marchés, à savoir: les fonds de pensions (qui gèrent l'épargne retraite/santé...) et les fonds souverains (adossés à un État), avec à leurs côtés des fonds privés purement spéculatifs. Nous sommes donc loin du mythe du "petit porteur" individuel.

Mesures de politique économique

Jusqu'ici, une grande partie de l'action des Banques centrales a consisté à émettre de l'argent pour racheter massivement des actions et obligations et ainsi en soutenir le cours.

Pour des raisons d'affichage politique, le gouvernement appelle les entreprises "à la raison" : Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à renoncer à verser un dividende ou à décider de le réduire. Engie, Dassault Aviation, M6, la Coface, ont annoncé qu'elles ne distribueraient aucun dividende. Amundi a annoncé qu'il allait proposer à son conseil d'administration une mesure identique. Le Crédit Agricole a annoncé qu'il ferait de même. Bouygues également, tout en se donnant la latitude de «réévaluer la situation en août». Transdev, qui avait réduit son dividende de moitié, n'en paiera finalement pas. EDF et BNP Paribas ont à leur tour annoncé qu'ils ne proposeraient pas le paiement d'un dividende au titre de l'exercice 2019. Ces noms viennent s'ajouter à une liste déjà longue, comprenant notamment la Société Générale, Natixis, ADP, Nexans, Airbus, Safran, JCDecaux, Tarkett, Autogrill, Auchan Holdings, Altice, CNP Assurances...

D'autres ont indiqué qu'ils allaient plutôt réduire les dividendes sans les supprimer complètement. Veolia va diviser les siens par deux, Michelin le ramener de 3,85 euros à 2 euros. Avant eux, l'équipementier Plastic Omnium avait baissé le sien de 34 % et le géant des stylos, rasoirs et briquets Bic l'avait rogné d'un tiers.

C'est largement sous la pression des pouvoirs publics que les entreprises ont dû renoncer à rémunérer leurs actionnaires. Bercy a en effet conditionné l'octroi de prêts garantis par l'Etat et la possibilité de reporter les charges fiscales et sociales au non versement de dividendes. Ces contraintes ciblent principalement les grands groupes, et Bercy va définir des critères pour exonérer les PME aidées, qui peuvent avoir un besoin vital de dividendes pour garder leurs actionnaires.

Certaines entreprises ont à l'inverse fait savoir qu'elles renonçaient à bénéficier des dispositifs d'aide du gouvernement, se libérant ainsi de la contrainte posée par Bercy. C'est le cas d'Hermès, de Michelin, L'Oréal ou encore de Total. Quant à Publicis, le dividende versé cette année sera même en hausse (+ 8,5 %) sur un an.

Notre première note soulignait que l'orthodoxie budgétaire néo-libérale avait été très vite mise de côté et les critères de convergence de Maastricht avec : endettez-vous tous, dieu reconnaîtra les siens ! La même orthodoxie garantit la soi-disant "indépendance" des Banques centrales par l'interdiction pour elles de financer directement les États (et tout ce qui relève des établissements publics, des collectivités territoriales...). Ces derniers sont donc obligés d'emprunter à des banques privées (qui, quant à elles, sont soutenues directement par les banques centrales à chaque crack. Si vous voyez l'arnaque...).

Coup de tonnerre dans l'idéologie néolibérale, la banque d'Angleterre a annoncé qu'elle allait financer directement « sur une base temporaire et à court terme » les dépenses supplémentaires du gouvernement britannique liées aux conséquences de la pandémie. Désormais, toutes les nouvelles émissions du Trésor seront souscrites directement par la banque centrale. Ce qui permet au gouvernement de ne plus passer par les marchés obligataires (les marchés où l'Etat s'endette auprès des acteurs privés) et d'échapper au moins momentanément aux contraintes et aux exigences des marchés financiers.

L'Europe de la dette reste, elle, à mi-chemin. Le principe d'une dette "européenne" a de nouveau été écarté malgré un compromis considéré comme généreux par les pays "du Nord". Pour le dire vite, les "pays du Nord" ne veulent pas être solidaires de l'endettement des "pays du Sud" de l'Europe. Outre la solidité des économies réelles, il faut comprendre à l'aune du mécanisme "crédibilité/taux d'intérêt" que l'Allemagne, par exemple, n'est endettée qu'à 55% de son PIB et qu'elle peut encore longtemps emprunter à pas cher. Parallèlement, la dette italienne représentait déjà 135% de son PIB avant la crise... Pour mémoire, les critères de convergence européens prévoyaient un maximum de 60% du PIB des pays pour l'endettement public.

Néanmoins le maintien de l'Europe politico-économique exige que la divergence des économies ne se creuse pas excessivement entre pays. Il vient donc d'être décidé un plan de soutien qui dépasse tout ce qui a déjà été fait dans l'histoire. Ce plan d'aide n'est pas financé par le budget de l'Union européenne. Les Etats européens vont apporter des garanties à hauteur de 25 milliards d'euros à la Banque européenne d'investissement, qui va ainsi pouvoir prêter 200 milliards d'euros à des entreprises.

La même opération de la part des Vingt-Sept va permettre à la Commission européenne de lever 100 milliards sur les marchés pour ensuite prêter cet argent, à des conditions très intéressantes, aux pays européens qui ont besoin d'être aidés pour financer la montée du chômage partiel.

Enfin, le Mécanisme européen de stabilité (MES), troisième pilier de ce plan d'aide, dispose déjà d'une force de frappe de 410 milliards d'euros et n'a donc pas besoin d'être recapitalisé pour mettre à disposition des pays qui en auraient besoin 240 milliards d'euros de ligne de crédit.

Dans le même temps la Banque Centrale Européenne va beaucoup plus loin. On passe de 750 milliards mi mars à 4 000 milliards engagés : 3 000 milliards prêtés (offerts !) aux banques privées à des taux négatifs et 1 000 milliards dégagés pour racheter les dettes publiques et privées.

Dans ce déluge de milliards, il faut aussi regarder les petits cadeaux entre amis qui se préparent quand les régions annoncent, à l'instar de la Normandie, une enveloppe de 70 millions d'aide aux artisans, commerçants et autres indépendants...

C'est le remboursement de ces dettes qui sera au centre de la lutte des classes : inflation, impôts, pression sur le travail, annulation pure et simple ? Cette question sera cruciale pour l'après-crise. ■

Dettes privées et dettes publiques, un débat faussé

Il est impératif de souligner que la dette privée (celle des entreprises et ménages) est très supérieure à la dette publique et que c'est cette dette privée qui peut déclencher à tout moment de gigantesques crises financières, comme en 2008.

Ensuite, il faut rappeler un mécanisme tout bête : la dette publique ne devient un problème que lorsque les détenteurs de la dette, perdant confiance dans le remboursement de leur mise, exigent des taux d'intérêts élevés. A ce jour, malgré un endettement autour de 100% du PIB, l'Etat français peut encore emprunter à des taux proches de 0% d'intérêts, et même à des taux négatifs. On peut penser que prêter à des taux négatifs n'est pas très rationnel, mais de telles pratiques prennent sens lorsque l'on spéculé à court-terme sur les emprunts d'État pour réaliser de multiples petits gains via de subtiles variations de conjoncture. Les fonds gonflés de l'argent déversés pendant la crise financière de 2008 possèdent des masses énormes de liquidités qu'ils ne savent pas quoi faire pour abriter. La dette d'un Etat est une créance réputée solide tant que sa capacité à rembourser n'est pas en doute.